

LA FORCE DE LA PAIX



REMISE DE CLÉS DE VÉHICULES PAR LE CHEF DE L'OPÉRATION DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE, M. Y.J CHOI, LORS DU LANCEMENT DE L' " OPÉRATION TRANSPORT "

Avançons sur la route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

MESSAGE SG À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

(25 NOVEMBRE 2008)

Partout dans le monde, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, des femmes sont battues, exploitées, violées ou tuées. Ces violations des droits fondamentaux sont plus que des atteintes à la personne; elles compromettent le développement, la paix et la sécurité de toute la société.

Partout dans le monde, les femmes courent des risques, mais les dangers sont encore plus grands pour celles qui vivent dans des zones de conflit armé. Les conflits étant devenus plus complexes, la violence sexuelle a changé de forme. Les femmes ne sont plus en danger seulement pendant les périodes de combats, elles risquent également d'être victimes de sévices sexuels pendant les périodes d'accalmie, du fait des militaires, des milices, des rebelles, des bandes criminelles, voire des policiers.

Nous ignorons le nombre exact de victimes, mais nous savons que le nombre effectif de cas de violence sexiste commis est bien supérieur au nombre d'infractions signalées, quelques rares cas seulement conduisant à des arrestations. Dans de trop nombreux endroits, le viol suscite le mépris, ce qui oblige les femmes à éviter de porter l'affaire devant la justice qui est pourtant là pour les protéger. Dans certains pays, les victimes souffrent deux fois, d'abord du viol proprement dit, et ensuite du système de justice, car elles risquent d'être faussement accusées de crimes d'adultère et peuvent être punies.

Même lorsqu'ils sont connus, les auteurs de ces actes restent souvent impunis, en particulier s'il s'agit de membres de la police ou de l'armée. Parfois, ces crimes sont particulièrement atroces. Dans la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo, où quelque 350 affaires de viol sont signalées chaque mois, les femmes sont parfois également victimes de mutilations génitales.

L'âge de nombre de victimes est encore plus troublant. Dans certaines zones d'Haïti en proie à des violences, la moitié des jeunes femmes ont été victimes de viols ou de sévices sexuels. Parmi les victimes qui ont le courage de saisir la justice, une sur trois a moins de 13 ans. Au cours d'un mois particulièrement marqué par des violences, au début de l'année en cours, au Libéria, la majorité des cas de viol signalés ont été commis sur des filles qui n'avaient pas 12 ans, certaines d'entre elles n'avaient même pas 5 ans.

Ces affaires se sont produites dans des pays où l'Organisation des Nations Unies s'emploie à maintenir la paix. À la suite de l'adoption de la résolution 1820 (2008) par le Conseil de sécurité au mois de juin, le recours à la violence sexuelle comme tactique de guerre est désormais considéré comme une menace pour la paix et la sécurité internationales.

En application de cette résolution, les missions de maintien de la paix, en particulier celles dont le mandat consiste à protéger les civils, sont désormais tenues d'inclure la protection des femmes et des enfants contre toutes les formes de violence dans les rapports sur tel ou tel conflit. Dans la même résolution, le Conseil a demandé de redoubler d'efforts pour appliquer la politique de tolérance zéro de l'exploitation et de la violence sexuelles commises par des membres du personnel des Nations Unies et exhorté les pays qui fournissent des effectifs militaires et de police à prendre les mesures nécessaires pour amener leurs personnels mis en cause à répondre pleinement de leurs actes répréhensibles.

L'adoption de la résolution 1820 (2008) s'inscrit dans le cadre des efforts que déploie de plus en plus la communauté internationale pour faire face à ce fléau. Le Forum sur la lutte contre la traite des êtres humains, tenu en février 2008, à Vienne, et le rôle de premier plan que l'Assemblée générale ne cesse de jouer dans ce domaine montrent également que ces actions illustrent cette tendance mondiale.

À l'échelon national, un nombre croissant de pays s'acquittent des obligations qui leur incombent de protéger les femmes moyennant l'adoption d'une législation d'ensemble, l'amélioration des services aux victimes, le renforcement des partenariats et l'intensification de l'action menée pour associer les hommes et les femmes à la solution de ce problème.

Il convient certes de se féliciter des progrès accomplis, mais il reste beaucoup à faire. Nous devons nous efforcer d'appliquer la loi et de lutter contre l'impunité. Nous devons lutter contre les attitudes et les comportements qui tolèrent, excusent ou passent sous silence les violences contre les femmes. Nous devons aussi accroître le financement des services aux victimes de ces actes de violence et à celles qui y ont survécu.

Je suis déterminé à renforcer ces efforts, notamment dans le cadre de la campagne mondiale « **Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes** », qui vise à sensibiliser l'opinion, à accroître la volonté politique et les ressources et à créer un environnement propice à la concrétisation des engagements pris.

Il nous incombe à tous, hommes et femmes, membres des forces armées et des forces de maintien de la paix, simples citoyens et dirigeants, de contribuer à mettre un terme à la violence contre les femmes. Les États doivent tenir les engagements qu'ils ont pris de lutter contre la violence, en traduisant en justice les auteurs de ces actes et en offrant des moyens de recours aux victimes. Chacun de nous doit parler de ces actes de violence en famille, sur son lieu de travail et dans sa communauté, pour qu'un terme y soit mis.

L'ONUCI SENSIBILISE SUR LES DROITS DES FEMMES À ODIENNÉ



M. Simon Munzu, chef de la Division des droits de l'homme écoutant une victime © UN / ONUCI

La division des droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé les 26 et 27 novembre à Odienné (600 km, au nord d'Abidjan) des activités de sensibilisation sur les droits des femmes.

Ces sensibilisations font partie d'une série d'activités organisées pendant 16 jours par la division, en prélude à la célébration du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, prévue le 10 décembre prochain.

Plusieurs centaines d'habitants de la ville d'Odienné s'étaient rassemblés à la Mairie pour assister à l'événement. Odienné a été choisie en raison des graves violations des droits des femmes commises dans cette partie de la Côte d'Ivoire où continuent d'exister l'excision, le mariage forcé et le mariage précoce.

L'adjoint au maire d'Odienné s'est réjoui du choix porté par l'ONUCI sur sa commune dans le cadre de cette sensibil-

isation contre les violences faites aux femmes. « L'ignorance, l'incompréhension, voire la négligence volontaire de ces droits par certains acteurs sociaux ont malheureusement occasionné des événements douloureux dans notre pays et endeuillé de nombreuses familles », a-t-il souligné, ajoutant que « le respect des droits de l'homme est un facteur de paix ».

Le chef de la division des droits de l'homme, M. Simon Munzu, a dénoncé les violences faites aux femmes, rappelant que celles-ci sont souvent battues et violées tout en subissant des mutilations génitales et les pratiques du mariage forcé et/ou précoce. « Il est à déplorer que très peu d'auteurs de ces violations soient arrêtés ou jugés », s'est insurgé M. Munzu. « Il faut que les autorités judiciaires fassent leur travail », a-t-il appelée.

Plusieurs autorités gouvernementales, dont des représentants du Ministère de la justice et des droits de l'homme, du Ministère de la femme, de la famille et des

affaires sociales, du Ministère des victimes de guerre et de la solidarité, ont assisté à l'événement.

Le Directeur de cabinet du Ministre de la justice et des droits de l'homme, M. Yeo Aly, a indiqué que l'administration de la justice continuait de souffrir d'insuffisance. Il a déploré à son tour, les tortures et les tueries ainsi que les entraves à la liberté d'expression, mais il a toutefois noté que le combat des droits de l'homme, après plusieurs décennies, « commence à porter ses fruits ».

Plusieurs organisations et institutions, composées de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme, l'Association pour la Protection des Droits de l'Homme (APDH), et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) - tous partenaires de la division des droits de l'homme de l'ONUCI - ont participé à cette manifestation.

DES ASSOCIATIONS FÉMININES DEMANDENT L'AIDE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES À L'ENCONTRE DES FEMMES

Des associations féminines engagées dans la lutte contre les violences faites aux femmes ont lancé le 4 novembre 2008, un appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne une campagne nationale contre ces abus dont le lancement est prévu pour le 18 novembre.

La Coordination des ONG et associations féminines partenaires de l'ONUCI engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles a fait cet appel lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté internationale. La réunion, qui a regroupé une centaine de femmes de diverses couches socio professionnelles, s'est tenue à la Maison Akwaba, un centre d'accueil pour les femmes battues dans la commune abidjanaise de Treichville.

Au cours de la rencontre, la responsable de la Coordination, Madame Ladji Wangue Nicole, a exprimé sa gratitude à l'endroit de l'ONUCI pour l'appui que la mission fournit à son réseau dans les stratégies de lutte contre les violences faites aux femmes.

Selon la directrice de la Maison Akwaba, Carine Assamoi, des initiatives ont été prises par l'Etat et divers acteurs du développement pour éliminer ces abus en Côte d'Ivoire. Cependant, elle a estimé que des actions devraient être menées pour une politique nationale de prévention, de protection, de réhabilitation et de réintégration.

En réponse à toutes ces violations et pour lutter efficacement contre le phénomène, les femmes du réseau, réparties en quatre commissions, ont présenté les axes de leur plan d'action. La commission Sensibilisation représentée par Madame Dagrou Yvette, a souhaité, entre autres, la diffusion d'une émission radiophonique en langues nationales et en français sur les violences faites aux femmes et les moyens de les prévenir.

La commission a insisté sur l'organisation d'une caravane de sensibilisation auprès des jeunes, des femmes, des chefs tradi-



Une vue femmes de diverses couches socio professionnelles © UN / ONUCI

tionnels, des médias et des parlementaires.

A sa suite, Madame Mabo Ange Mireille de la commission Prise en charge des victimes violentées a fait ressortir les actions à mener dans ce domaine. Il s'agit notamment, selon elle, de faire en sorte que les victimes de violences et de sévices sexuels aient accès aux services de santé de base, de créer et de réhabiliter les centres d'écoute pour les femmes et les filles victimes de violences et d'améliorer l'orientation de ces victimes dans des structures d'hébergement.

Les centaines de femmes qui ont participé à la réunion ont indiqué à l'unanimité que l'une des préoccupations fondamentales dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles est la formation. A ce sujet, la commission Formation dirigé par la directrice de la Maison Akwaba, Carine Assamoi, a souhaité un partenariat avec diverses sections de l'ONUCI, notamment la Division des Droits de l'Homme et l'Unité Genre, les agences du système des Nations Unies et le ministère de la

Famille.

La quatrième commission a fait un exposé sur la lutte contre l'impunité. A ce sujet, Madame Ladji a proposé de faire en sorte que les femmes aient accès aux voies de recours et de réparation, de créer des mécanismes permettant aux victimes de violences sexuelles de porter plainte, d'accéder aux systèmes de secours juridiques, judiciaires ou communautaires et de renforcer la protection des femmes en faisant évoluer le cadre juridique.

A l'issue de la présentation des commissions, des échanges ouvertes ont permis aux ambassadrices de Norvège et du Liberia, à la Représentante de l'Ambassade du Canada, et aux représentants des agences du système des Nations Unies de réitérer leur soutien aux actions de la Coordination. Les représentantes des unités Genre et Etat de droit, la police de l'ONUCI et le bureau de l'Information publique de la mission onusienne ont exprimé leur satisfaction pour le plan de travail élaboré par les femmes et loué leur engagement.

L'OPÉRATION TRANSPORT DE L'ONUCI LANCÉE À LA PRIMATURE

Le Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, YJ Choi, a procédé le 4 novembre 2008 à la mise à disposition des autorités ivoiriennes de 34 véhicules avec chauffeurs en guise d'appui au processus d'identification et de recensement électoral.

Au cours d'une cérémonie dans les locaux de la Primature, M. Choi a expliqué que 27 de ces véhicules seraient utilisés à Abidjan et 7 à Bouaké. L'objectif, a-t-il précisé, est de permettre aux Commissaires locaux de la Commission Electorale Indépendante (CEI) de travailler dans de meilleures conditions dans le cadre de l'opération d'identification des populations et d'enrôlement des électeurs. « Cette remise de voitures vise à contribuer au processus de paix et à accélérer les opérations d'identification. Elle devrait être suivie par la mise à la disposition de la CEI de 300 véhicules affectés aux autres régions du pays », a indiqué M. Choi.

Le Chef de l'ONUCI a également annoncé le lancement prochain d'un projet pilote avec un millier de taxis pour contribuer au transport des agents et du matériel d'identification à Abidjan et à Bouaké. Le test pourrait être étendu à



Une vue des véhicules de type 4x4 prêtés par l'ONUCI © UN / ONUCI

d'autres régions du pays s'il s'avérait concluant.

Le Directeur de Cabinet du Premier Ministre, Thiémoko Koné, qui a réceptionné les voitures au nom du Chef du Gouvernement, a assuré l'ONUCI que le Président de la CEI, Robert Beugré Mambé, « fera bon usage de tous les véhicules mis à sa disposition pour la conduite du processus d'identification et de sortie de crise ».

Pour sa part, M. Mambé a lui aussi remercié la mission onusienne pour cette aide importante. « Je puis vous assurer que les véhicules seront utilisés à bon escient » Cet appui va permettre de résoudre les problèmes de mobilité des agents chargés de l'identification, a-t-il fait remarquer. « L'optimisation dans l'utilisation va surtout reposer sur les programmes d'emploi de ces véhicules et c'est ce que nous allons nous atteler à faire avec le concours de l'ONUCI », a-t-il conclu.

L'ONUCI S'INSTALLE À DIVO

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a commencé le 12 novembre 2008, son installation dans la ville de Divo, à 184 km au nord-ouest d'Abidjan. Le dernier obstacle vers le déploiement des casques bleus de la mission a été levé avec l'accord du maire de la ville et des chefs traditionnels d'accueillir l'ONUCI, plus de quatre ans après son lancement le 4 avril 2004. Le futur camp de l'ONUCI, située à la sortie sud de la ville, devrait accueillir un bataillon marocain.

Pour marquer l'événement, le premier magistrat de la commune de Divo, Camille Assé Badji, entouré de ses principaux collaborateurs et des chefs coutumiers de la région, a reçu une délégation du bureau de l'ONUCI Daloa. Celle-ci, conduite par le coordinateur régional du Secteur Ouest, Diane Pezzini, compre-

nait notamment le général Rashid Khan, commandant de secteur, et des représentants des Divisions électorale et de l'information.

Dans son mot de bienvenue, le maire de la ville a loué les actions de l'ONUCI en Côte d'Ivoire avant de demander à la mission de soutenir le processus électoral dans la région de Divo et d'aider sa commune à faire face aux multiples défis auxquels elle est confrontée, notamment la dégradation des infrastructures publiques.

La coordinatrice des bureaux du Secteur Ouest a, de son côté, souligné l'hospitalité des habitants de la commune de Divo, qui ont accepté la présence de l'ONU. Elle a promis que la mission ferait tout son possible pour assister les autorités dans la dernière phase du processus

électoral qui doit conduire à des élections libres et apaisées en Côte d'Ivoire.

Lui emboitant le pas, le général Khan a insisté sur la mission de sécurisation dévolue à la force de l'ONUCI, qui dira-t-il, travaillera de concert avec les autorités locales pour que l'organisation du scrutin soit impeccable.

Le leader des chefs traditionnels de Divo, Tegbo Aliriké, a rappelé les longues et difficiles négociations qui ont abouti à l'acceptation par la population de Divo de l'installation de l'ONUCI, avant d'inviter les soldats de la mission à avoir un comportement irréprochable. Le maire de la ville a donné son accord pour l'organisation d'un forum par l'ONUCI le jour même de l'inauguration du nouveau camp du bataillon marocain, dont la construction devrait durer environ deux mois.

LES COMMUNAUTES DE BASSAM RÉAFFIRMENT LEUR ADHÉSION À LA COHÉSION SOCIALE



Les chefs traditionnels ont exprimé leur adhésion à la paix © UN / ONUCI

Tôt le mardi matin 25 novembre 2008, les autorités administratives, municipales, coutumières et religieuses ainsi que des personnalités politiques, les représentants d'ONG, d'associations des femmes, des jeunes et de nombreux invités ont pris d'assaut le Centre culturel « Jean Baptiste Mockey » pour participer au Forum d'échanges et de sensibilisation initié par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), sur le thème : « Les populations de Grand-Bassam s'engagent à consolider la paix en Côte d'Ivoire ».

Expression d'une adhésion réelle sur la route de la paix, la mobilisation exceptionnelle des Bassamois, selon le maire de la cité, Jean- Baptiste Moulod, est la preuve que « les populations s'engagent pour consolider la paix en Côte d'Ivoire ». Tout en remerciant l'ONUCI pour le choix de sa commune, M. Moulod a indiqué que « ce forum venait à point pour encourager la jeunesse, les différentes communautés ethniques et religieuses vivant sur le sol de Grand Bassam à renforcer leurs liens culturels et faire de leur diversité une véritable richesse ».

Pour sa part, le vice-président du Conseil général de Grand-Bassam, Pierre Akesse Gnevili a salué le contact direct de l'ONUCI avec les populations, expli-

quant que cette initiative devrait permettre à ceux qui, à tort ou à raison, avaient des appréhensions par rapport aux actions de la mission, commencent à se raviser. Dans un message lu en son nom, le roi des N'Zima Kotoko de Bassam, Sa Majesté Awoula Tanoe Amon, a fait l'historique de la ville et mis en relief la variété des populations attirés par le développement fulgurant de la ville depuis les temps coloniaux. « Bassam n'a jamais cessé d'être une terre d'accueil, d'intégration et de métissage ».

Le message de paix du Roi de Moossou, le Roi Kanga Assoumou est allé dans le même sens et s'est surtout axé sur la promotion de la coexistence pacifique. En saluant les actions de l'ONUCI pour une sortie définitive de la crise, le Roi s'est engagé lui et son peuple, à continuer de prôner la paix au sein des populations. Le Chef de la délégation de l'ONUCI, Margherita Amodeo a, de son côté, situé le contexte de cette rencontre qui, a-t-elle expliqué, est une tradition de l'ONUCI d'aller partout en Côte d'Ivoire pour échanger directement avec les populations. « Notre rôle est d'aller avec vous dans la recherche de la cohésion sociale et dans la mise en place d'un climat apaisé pour le bon déroulement de tout le processus électoral, de l'instauration des bases d'un Etat de droit, de la

promotion des droits de l'homme et de l'égalité des sexes, de la protection de l'enfance... » a-t-elle insisté.

La seconde partie de la cérémonie a consisté en une présentation des activités des sections présentes notamment les Division du Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), l'Assistance électorale, les sections de l'Etat de droit, la Protection de l'Enfance, le VIH Sida, Conduite et discipline et la Force de l'ONUCI. A cette occasion, les participants ont pu échanger et obtenir des réponses à des questions qui tournaient pour la plupart autour du rôle de l'ONUCI pendant les élections, l'exploitation des enfants, la sélection pour des projets à impact rapide....

Les travaux de restitution des Ateliers tenus la veille par les partenaires piliers de l'ONUCI que sont : les Chefs traditionnels, les Femmes, les Jeunes et les médias ont été présentés au public. Le bataillon jordanien a procédé à la remise de kits scolaires aux enfants de la commune. Il est à noter que la veille, plus de 500 habitants ont bénéficié de consultations médicales et de médicaments offerts gracieusement par le même bataillon.

Juliette Amantchi

LA SOCIÉTÉ CIVILE DE GAGNOA S'ENGAGE A LA PROMOTION DE LA COHÉSION SOCIALE DANS LA RÉGION DU FROMANGER

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé le mardi 25 novembre à la salle Polyvalente de Gagnoa, un séminaire de formation à l'attention de 100 représentants de la société civile de la région sur le thème: « La contribution de la société civile au renforcement de la cohésion sociale dans la région du Fromager ».

Le Chef du bureau de l'Information publique du Secteur Ouest de l'ONUCI, M. Malick Faye a, au nom du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, exprimé sa gratitude aux autorités politiques, administratives et aux représentants de la société civile pour leur participation massive à ce séminaire. Il a souligné l'importance d'une telle réflexion qui vise à « promouvoir l'entente et la cohésion sociale au-delà des différences des uns et des autres parce qu'appartenant à un même pays. ». M. Malick Faye a réitéré l'engagement de l'ONUCI à promouvoir la paix et la réconciliation nationale en vu d'accompagner le processus électoral qui

doit mener à un scrutin juste, ouvert, transparent et accepté par tous.

M. Amani Tiémoko, représentant le Préfet du Département de Gagnoa, avant d'ouvrir les travaux de ce séminaire, a exprimé sa gratitude à l'ONUCI qui ne ménage aucun effort pour soutenir les actions en faveur de la paix et de la cohésion sociale dans le pays. Selon lui, ce séminaire vient à point nommé car il contribue à la promotion de la cohésion sociale, élément essentiel de la consolidation de la paix. Il a rappelé que cette formation qui se situe dans la droite ligne de l'Accord Politique de Ouagadougou, permettra aux leaders des ONG, Chefs traditionnels, représentants des jeunes, des femmes et des confessions religieuses d'être bien outillés aux fins de semer la paix dans l'esprit des hommes car a-t-il poursuivi « c'est dans l'esprit des hommes que naissent les guerres. »

Marius Bokpaka, de l'unité du plaidoyer en présentant les objectifs du séminaire a indiqué qu'il devrait permettre aux partici-

pants d'être capables de réfléchir aux stratégies de renforcement de la cohésion sociale dans la région du Fromager. « Cela afin d'arriver à vivre en parfaite harmonie au sein de la famille et dans la communauté » a-t-il ajouté.

Les Droits de l'Homme : instrument de paix, rôle de la société civile dans la période de sortie de crise, promotion de la culture de la paix et gestion pacifique des conflits, éducation citoyenne en période électorale et Communication pour le changement de comportements ont été les thèmes développés respectivement par la Division des Droits de l'Homme (Yamoussoukro), la section des Affaires Civiles (San Pedro et Daloa), le Bureau de l'Assistance électorale et le Bureau de l'Information Publique. Un acte d'engagement pour la promotion de la cohésion sociale dans la région du Fromager a été signé par 26 membres des différentes ONG, 03 représentants des confessions religieuses et le Président du Collectif des Chefs traditionnels de Gagnoa.

LES POPULATIONS DE DIMBOKRO FORMÉES À LA PROMOTION DE LA PAIX

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisée, du 24 au 25 novembre à Dimbokro, située à 242 km au nord d'Abidjan, un séminaire de formation sur la culture de la paix et de la non violence avec pour thème : « Engagement de la Société Civile aux cotés de l'ONUCI ».

Le séminaire visait à renforcer les capacités de la société civile de Dimbokro afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle d'artisan de paix et de cohésion sociale dans la communauté, a expliqué M. Charles Ndikuriyo, chef de la délégation de l'ONUCI. La formation était aussi le résultat des recommandations faites à l'ONUCI lors d'un forum tenu en avril 2008 à Dimbokro. Au cours de ce forum, l'ONUCI et les populations de Dimbokro avaient réfléchi sur la meilleure manière de promouvoir le processus de sortie de crise et de réconciliation en Côte d'Ivoire.

« Les violences basées sur le genre »,



« Les droits de l'homme et les élections », « La communication pour le changement de comportement » et « La culture de la paix » sont les quatre modules du séminaire. L'Organisation Non Gouvernementale (ONG) International Rescue Committee (IRC) et la Fondation Félix Houphouët Boigny pour la Recherche de

la Paix ont partagé avec les participants leurs expériences dans les différents domaines.

Les 53 participants comprenaient des chefs traditionnels et religieux, des femmes, des jeunes membres des associations locales, ainsi que des agents de la radio communautaire. Le porte-parole des participants, M. Pascal Kouadio, a vivement remercié l'ONUCI pour l'organisation de ce séminaire.

Il a souligné que pour avancer « sur la route de la paix », la société civile de Dimbokro s'engageait à mettre en place une plateforme de la société civile pour la promotion de la culture de la paix et des droits de l'homme. Cette plateforme aura pour objectif principal d'informer, sensibiliser et former les populations de la région du N'Zi Comoé, dont Dimbokro est le chef lieu.

L'ONUCI INAUGURE DEUX PROJETS À IMPACT RAPIDES À M'BADON, ABIDJAN

Deux projets à impact rapide ont été remis le 27 novembre à la population de M'Badon, village situé dans la commune abidjanaise de Cocody par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Le premier des deux projets inaugurés en présence du chef et notables du village ainsi que des autorités administratives et communales, concerne la réhabilitation d'une école primaire. L'autre comprend la construction et l'équipement d'une unité de transformation de manioc, initiative d'une importance indéniable dans ce village où la production et la vente de l'attiéké sont les principales activités génératrices de revenus pour les femmes. La cérémonie a donné lieu à une réjouissance populaire et festive, expression de gratitude des 5.000 habitants du village à l'ONUCI qui, par cette initiative, vient de poser un « acte de portée sociale et humanitaire » a estimé son chef, Djoman Bodjui Marcel. « Nous avons désormais une autre vision de l'ONUCI qui, il faut l'avouer, n'était pour nous qu'un aspect militaire », a-t-il ajouté.

L'initiatrice principale des projets, Mme Loba Jeanne d'Arc, a salué leur réalisation, surtout la construction et l'équipement de l'unité de transformation du manioc, qui



Les autorités locales et l'ONUCI ont visité les locaux © UN / ONUCI

pourra contribuer à l'amélioration du niveau de vie des femmes de M'badon, regroupées au sein de la coopérative Coofe M'badon. Mme Loba, qui est la présidente de la coopérative, a indiqué aux femmes que l'ONUCI a mis à leur disposition un outil de développement.

Le financement de ces projets s'élève à 22.498.000 francs CFA. Il a permis, d'une part, la construction d'un bâtiment servant

de plateforme pour la production de l'attiéké et l'achat d'une décortiqueuse, d'un moulin, d'un moteur, de deux chariots, quatre presses et d'une grande balance. D'autre part, l'école primaire a bénéficié de la construction de toilettes et d'un portail métallique, de l'élévation du mur et de la peinture ainsi que de la réfection de salles de classes et des plafonds.

Juliette Amantchi

L'ONUCI OFFRE UNE CANTINE SCOLAIRE ET UN DÉPÔT DE MÉDICAMENTS À L'EPP HIANGO II

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a inauguré vendredi 28 novembre une cantine et un dépôt de médicaments de premiers soins de l'école primaire de Hiango II, dans l'Est de la Côte d'Ivoire, financés par la mission dans le cadre des projets à impact rapide.

Les populations de Hiango, situé à 51 kilomètres de la ville de Bondoukou, et des villages environnants, ainsi que les enseignants et les élèves de l'école ont assisté à la cérémonie de remise des clés de la cantine et du dépôt de médicaments, d'une valeur totale de dix millions de francs CFA.

Théodore Aimé, l'inspecteur de l'enseigne-

ment primaire d'Assuéfry, la sous-préfecture dont Hiango fait partie, a rappelé que cette cérémonie illustre l'article 24 de la convention relative aux droits de l'enfant, qui stipule que chaque enfant doit jouir du meilleur état de santé possible et bénéficier des services médicaux et de rééducation. Il a qualifié le geste de l'ONUCI de « salubre », estimant qu'il allait améliorer le taux de fréquentation de l'école.

Confirmant les propos de M Théodore, le sous-préfet d'Assuéfry, Ligui Pierre Michel, a indiqué que la construction de la cantine permettra aux enfants d'être dans des conditions physiques optimales d'apprentissage, et il a exhorté les bénéficiaires à en faire bon usage.

Le directeur de l'Ecole primaire de Hiango II, Adoman Koffi Fofié, a exprimé sa profonde gratitude à l'ONUCI pour avoir doté son école d'infrastructures décentes.

Le commandant adjoint du bataillon ghanéen de Bondoukou, le major Gbetanou Lawrence, a offert des vivres et un ballon de football aux élèves de Hiango avant de procéder à la remise officielle des clés de la cantine, équipée de 60 tables bancs et du dépôt de médicaments, au directeur de l'école. Le commandant a réitéré la disponibilité du bataillon à satisfaire d'autres sollicitations.

L'ONUCI FORME À LA PROMOTION DE LA CULTURE DE LA PAIX À BOUNA



Une vue des participants à la formation à Bouna © UN / ONUCI

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé le jeudi 20 novembre à Bouna, un séminaire pour former la société civile à la promotion de la Culture de la paix et de la cohésion sociale. Cette activité s'inscrit dans le cadre de ses missions de sensibilisation des populations de Côte d'Ivoire à la réconciliation et au retour à la paix définitive.

En ouvrant les travaux du séminaire, le chef du bureau de l'Information Publique de l'ONUCI à Bondoukou, Salvator Ndbazerutse, a rappelé les conflits entre agriculteurs et éleveurs, d'une part, et, entre membres des Forces nouvelles et jeunes, d'autre part. M. Ndbazerutse a indiqué que cela était le signe du manque de cohésion sociale dans le département de Bouna.

L'objectif du séminaire, dont le thème était « l'implication de la société civile dans la promotion de la Culture de la paix et le renforcement de la cohésion sociale à Bouna » était de contribuer au rapprochement des différentes communautés et de

raffermir la cohésion sociale à Bouna. Le séminaire visait aussi à échanger sur les stratégies et les comportements à adopter en vue de favoriser une cohabitation pacifique pour une paix durable.

Le 1^{er} adjoint au Maire de Bouna, M. Hien Kodio Wellé, a remercié les Nations unies pour l'initiative de formation de la société civile de Bouna. Cette formation sur la cohésion sociale, a-t-il indiqué, est d'autant plus importante que Bouna a vécu dans un passé récent une crise sociopolitique. Il a ainsi souhaité que les enseignements de l'atelier servent effectivement au renforcement de la paix et de la cohésion sociale.

Le représentant du Préfet de Bouna, le Sous-préfet Binaté Lassina, a salué l'accalmie récente à Bouna après des frictions fréquentes entre membres des Forces nouvelles et d'autres couches de la population. Il a souhaité que le séminaire puisse consolider cet élan. « Certes il y a eu des séquelles de la guerre ici à Bouna mais la première démarche pour arriver à vivre harmonieusement ensem-

ble c'est de pardonner pour aller de l'avant », a-t-il souligné, invitant les participants à suivre attentivement les différentes communications.

« Droit de l'Homme : instrument de paix », « Problématique de la cohésion sociale à Bouna », « Promotion de la culture de la paix et gestion pacifique des conflits », et « Stratégie de communication pour le changement de comportement », étaient les quatre modules du séminaire.

Cette formation a réuni une soixantaine de représentants d'ONG, d'associations de jeunes et de femmes, de partis politiques, des membres de la société civile et des chefs traditionnels.

Les représentants du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) ont présenté les activités de leurs agences au cours du séminaire.

LES CASQUES BLEUS BANGLADAIS RENOVENT LE FOYER POLYVALENT DE ZUENOULA

Le bataillon bangladais 1 de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a remis, le 28 novembre, un foyer polyvalent entièrement rénové à la municipalité de Zuénoula, ville située à 370 km au Nord-ouest d'Abidjan, en présence des autorités administratives et politiques locales ainsi que de la force Licorne.

La réhabilitation du foyer, réalisée par les casques bleus bangladais, a été financée par l'ONUCI pour un montant de 5,5 millions FCFA, dans le cadre de son programme de Projets à impact rapide (QIPs).

Le Général de Brigade Rashid Khan, commandant des forces du Secteur

Ouest, a indiqué que l'action de ses hommes à Zuénoula découlait de leur volonté d'assister la population. « C'est un honneur pour nous, les militaires, d'être avec vous, les populations, et pour vous servir », a-t-il dit. Il a exprimé son espoir de voir les efforts consentis par les casques bleus contribuer au bien être des populations locales. « Nous espérons que le foyer va contribuer au développement de Zuénoula et sera le symbole d'une bonne collaboration entre les forces impartiales et la population », a-t-il ajouté.

Le Maire de Zuénoula, M. Zan Bi Gohi a coupé le ruban symbolique marquant l'ouverture du foyer. Il était entouré du Préfet du département, M. Brou Kouamé, et du Général Rashid Khan.

M. Zan a déclaré que la municipalité prendra soin du bâtiment et a appelé la population à prier afin que la crise ivoirienne prenne fin. « Il faut que la crise finisse pour que nous n'ayons plus à loger des soldats dans le foyer », a-t-il dit, précisant que le bâtiment avait servi d'abri aux Forces de défense et de sécurité au début de la guerre.

Le Préfet, Brou Kouamé, a rendu hommage aux forces impartiales pour leur assistance au processus de paix en Côte d'Ivoire. Il a souhaité que cette assistance au gouvernement se poursuive, tout en saluant les projets de développement communautaires réalisés par les forces impartiales.

L'ONUCI CONSOLIDE LE RAPPROCHEMENT DES POPULATIONS DE SAN PEDRO PAR LE SPORT

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé, le samedi 29 novembre 2008, en collaboration avec l'ONG Alliance communication, un tournoi de football autour du thème « **Je joue pour la paix !** ». La compétition visait à consolider le rapprochement entre les populations de la ville de San Pedro (450 km, à l'ouest d'Abidjan).

L'ambiance de fraternité et de convivialité dégagée par cette rencontre sportive était le reflet de la nouvelle atmosphère sociopolitique qui règne à San Pedro, après plusieurs années de division et de tension. Des tensions politiques avaient opposé, il y a quelques temps, des autorités de la ville et poussé les jeunes partisans de chaque camp au bord de l'affrontement. De même, de nombreux conflits fonciers avaient créé une division au sein des communautés, tandis que d'un autre côté, de jeunes autochtones s'en prenaient aux opérateurs économiques, à qui ils exigeaient une embauche immédiate en contrepartie de l'installation de ces derniers sur « leurs terres ». Le tournoi visait à consolider le nouveau climat de paix instauré dans la ville après la résolution de tous les problèmes. Il était aussi aubaine pour chaque



Des récompenses attendent la meilleure équipe qui remportera le tournoi © UN / ONUCI

acteur sociopolitique de démontrer son adhésion au nouveau climat d'apaisement ainsi que sa capacité à surmonter ses intérêts personnels.

Au total, six équipes comprenant à la fois des fonctionnaires, des opérateurs économiques, des responsables d'associations de jeunes, de membres d'ONG et des soldats du bataillon sénégalais se sont disputés en Maracana, le trophée de la paix offert par l'ONUCI. L'Administrateur des Affaires Civiles de l'ONUCI à San Pedro, Jean Bosco Rumongi avait rappelé, au début des matchs, l'engagement des Nations Unies à rapprocher les

populations par le sport. Il a invité la population à accepter les résultats des urnes dans une atmosphère de fair-play comme au sport, lors des élections prochaines. Le Maire Nabo Bouéka Clément a salué ce message de l'ONUCI. Il a appelé les populations à cultiver la paix et à participer massivement à l'opération d'identification. L'équipe dénommée Sipexci a remporté le Trophée de la paix devant celle baptisée Base marine. Une publication sur l'engagement des Nations Unies pour le sport au service de la paix a été distribuée par le Bureau de l'Information de la Mission, lors de cette activité.

LE CONTINGENT GHANÉEN DE L'ONUCI VIENT EN AIDE À UN ORPHÉLINAT À BOUAKÉ

« Qu'est-ce qu'on ferait sans le contingent ghanéen de l'ONUCI [...]. C'est merveilleux » tels sont les propos de la directrice de l'orphelinat « la Pouponnière » à Bouake, Mme Ade O. Mariam, à l'endroit des soldats de maintien de la paix de l'ONUCI. « Depuis 2005, ils [les contingents de l'ONUCI qui se succèdent] nous viennent constamment en aide [...] c'est fabuleux » déclare-t-elle, rayonnante.

En effet, à la veille de leur retour au pays, les unités aériennes et médicales du contingent ghanéen (GHANA VIATION et GHANMED) ont procédé le dimanche 9 novembre, à un don de ventilateurs d'eau, de savons, d'huile, de pâtes, de sucre, de riz, de désinfectant et de déparasitant. « Vraiment, nous sommes très touchés par ce geste. Au nom des 28 enfants ici et des encadreurs, je vous dis merci.

Mais en même temps, nous sommes tristes de vous [les militaires ghanéens de l'ONUCI] voir partir » a souligné Mme Ade. En réponse à la directrice, le commandant du contingent aérien ghanéen, Col. Maxwell Nagai a rassuré que l'aide du contingent ghanéen se poursuivrait avec l'arrivée du prochain contingent : « Je connais bien le prochain Commandant du Ghana-iation.

D'ailleurs, il connaît bien la Pouponnière car il était le Commandant du premier contingent aérien (Ghana-iation-1) à s'installer à Bouake. Je vous garantis qu'il



Photo de famille des bénéficiaires du don du Ghanbatt © UN / ONUCI

poursuivra nos efforts pour soutenir votre noble institution ». Le 21 septembre déjà, ce même contingent avait effectué un don d'eau et -surtout- de deux sacs de 50 kg de riz, cultivé par les militaires ghanéens eux-mêmes. Voici les propos du Colonel Nagai à cette occasion : « Nous considérons ce geste comme un devoir humanitaire...d'ailleurs, la Bible nous dit de partager le 10% des récoltes avec son prochain. C'est ce que nous avons fait aujourd'hui ». En outre, il a estimé que ce geste devait être perçu comme un exemple pour tous les Ivoiriens : « Votre pays est riche. Malheureusement la guerre est venue casser cela. Cependant, si chacun se mettait à cultiver son propre riz, la

Côte d'Ivoire irait mieux ».

La Pouponnière a été créée en 1974 sous la tutelle du Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales. Le but de cette institution est de resocialiser les enfants abandonnés, orphelins ou extirpés de la société contre leur gré. Ayant gravement souffert des affres de la guerre, L'ONUCI a démontré son engagement social en réhabilitant et équipant cet orphelinat en juillet 2008 à hauteur de 8,6 millions de Francs CFA à travers son programme de soutien au développement communautaire dénommé « Projets à Impacts Rapides – PIR).

DON DU BATAILLON NIGÉRIEN AU PROFIT DE L'ÉCOLE « LES PETITS DE NOTRE DAME » DE KORHOGO

Le Bataillon Nigérien (NIGBATT) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a fait un don de vivres le 24 novembre 2008 aux « Petits de notre dame » de Korhogo sise au quartier Haoussabougou.

Le Capitaine OUSSEINI Hassane, officier ACM du bataillon nigérien, au nom du Lieutenant Colonel MOUSSA Tiémogo commandant le bataillon nigérien, a rappelé que ce don entre dans le cadre

humanitaire de la force militaire de l'ONUCI.

Ceci a-t-il dit, est un « message de solidarité » en direction des enfants, de leurs responsables et encadreurs.

Arrivé le 05 novembre 2008 dernier suite à une rotation des contingents militaires, ce don, premier du genre de la part de ce nouveau contingent, fait suite aux nombreuses actions déjà entreprises par

le NIGBATT en faveur des populations Korhogoïses.

Ce sont des vivres composés de cartons de pâtes alimentaires et de farine de maïs, de sardines, de yaourt, d'huile, de lait et de sucre qui ont été offerts aux responsables de cette école

Pour rappel, le NIGBATT est basé dans la Région des Savanes à Korhogo et Ferkessédougou.

L'UNPOL FORME 80 POLICIERS IVOIRIENS DANS LE DOMAINE DU MAINTIEN DE L'ORDRE

La police des Nations Unies (UNPOL) en Côte d'Ivoire a organisé en novembre, à l'Ecole nationale de police à Abidjan, un séminaire de formation théorique et pratique à l'attention de 80 policiers ivoiriens sur les techniques de maintien de l'ordre et d'intervention rapide.

Cette formation, qui durera deux semaines, rentre dans le cadre des actions initiées par la section Reforme et Restructuration de la police de l'ONUCI et sera dispensée par cinq formateurs venus spécialement de la Turquie.

Le Directeur adjoint de la Formation initiale de la police nationale, Touré Albert, s'est réjoui de cette initiative qui, a-t-il estimé, est très importante pour les agents de la police car elle renforcera leur compétence et la qualité de leur travail sur le terrain. « Le séminaire, qui avait été initialement prévu pour des stagiaires, s'adressera à des apprenants qui, à leur tour, formeront les plus jeunes » dans le but de mieux s'approprier les qualités de la formation, a-t-il ajouté. De son côté, le Chef de la police onusienne en Côte d'Ivoire, le colonel Pierre-



Une vue des participants à la formation © UN / ONUCI

André Campiche, a salué la collaboration entre la police ivoirienne et celle de la Turquie, qui, a-t-il indiqué, a une grande expérience en matière de gestion des foules et de maintien de l'ordre. Il a souligné l'engagement de l'UNPOL, avec toutes les nations représentées en son sein, à mettre à la disposition de la police nationale toutes les techniques nécessaires pour l'aider à augmenter son expérience. « Beaucoup de projets à l'intention de la police ivoirienne ont déjà

connu un début d'exécution ou sont en cours d'élaboration et nous sommes fiers de la bonne coopération entre nos deux polices », a conclu le colonel Campiche.

Un mois auparavant, le contingent turc de l'UNPOL a fait don de matériels nécessaires à l'intervention rapide à la direction de la formation de l'Ecole nationale de police.

L'ONUCI FORME LES POLICIERS ET LES GENDARMES DU DEPARTEMENT DE BONDOUKOU AUX DROITS DE L'HOMME

Une quarantaine de policiers et gendarmes du département de Bondoukou ont reçu le 27 novembre, une formation sur le renforcement de leurs capacités dans le domaine des droits de l'homme, au cours d'un atelier organisé par la section des droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte Ivoire (ONUCI).

Les policiers et gendarmes venus de Bondoukou, Koun-Fao, Sandégué, Nassian, Tanda, Tabagne et Transua se sont ainsi instruits aux droits de l'homme, aux principes essentiels sur l'arrestation et la détention et au maintien de l'ordre en période normale et électorale. Au nom du préfet de la région de Bondoukou, le premier secrétaire général de la préfec-

ture, M. Didier Kragbé, a remercié l'ONUCI pour cette initiative à l'endroit des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui, a-t-il souligné, ont une lourde responsabilité dans cette période de sortie de crise. Il a indiqué par ailleurs que la sensibilisation, l'éducation et la formation s'avèrent nécessaires pour forger progressivement une mentalité nouvelle d'agent des forces de défense et de sécurité.

M. Kragbé a également noté que le respect de la légalité nouvelle va d'une part, contribuer à la promotion d'une société de responsabilité, consolider la paix sociale, renforcer l'équilibre communautaire et, d'autre part, favoriser le développement par la libération des

volontés, des énergies et des valeurs. Les participants satisfaits, ont souhaité que cette formation s'étende à toutes les couches sociales notamment aux hommes des médias qui, selon eux, diffusent des informations mensongères à leur égard.

Les éléments des FDS de la région du Zanzan ont émis le souhait de pouvoir recevoir de l'ONUCI, du matériel pour améliorer leurs conditions de travail.

Le préfet de police, le colonel Kouadio Benoit et l'adjoint au commandant de compagnie de la gendarmerie, le lieutenant N'koyo Djoman Siméon ont pris part à la cérémonie.

Salvator N.